

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1925.

Projet de loi

approuvant et autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen et de Malmédy⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de GÉRADON.

MESSIEURS,

Le projet de loi et l'exposé des motifs n'appellent aucune critique de principe sauf en ce qui concerne la responsabilité des communes.

L'avance de 64,000,000 de francs faite par le Trésor, a été mise au compte des communes, et le Gouvernement fixera le délai de remboursement de cette avance.

En Belgique, l'échange des marks n'a pas été mis à charge des communes; dès lors il paraît illogique d'agir autrement pour Eupen-Malmédy, et, dès le début de l'annexion, d'imposer aux communes rédimées une charge écrasante qui n'a pesé sur aucune commune belge. A ce sujet il faut remarquer que certaines communes d'Eupen-Malmédy se trouvent dans une situation financière plus critique que d'autres de même importance en Belgique, parce que leurs revenus, lorsqu'elles en avaient, ont dû obligatoirement être transformés, pendant la guerre, en titres d'emprunt de guerre, actuellement sans valeur réelle.

Il faudrait donc appliquer une même mesure à Eupen-Malmédy et en Belgique, et l'État devrait prendre à sa charge les opérations de l'échange. Au surplus, il est probable que la plupart des communes ne pourraient, sans grave danger pour leur situation financière, supporter effectivement le remboursement à l'État Belge des sommes échangées, ni même servir les intérêts.

(1) Projet de loi, n° 131 (1924-1922).

(2) La Commission était composée de MM. Mechelyneck, président, David, de Gérardon, Hallet, Houtart, Soudan, Troclet et Winandy.

L'Exposé des motifs établit suffisamment pourquoi l'échange des mares était nécessaire, pour permettre aux habitants des districts rédimés de vivre et d'organiser économiquement les nouvelles méthodes de travail en se créant vers l'Ouest de nouvelles relations, alors qu'anparavant tout le trafic se portait vers l'Est. L'unité monétaire marc venant à disparaître, il fallait substituer l'unité franc, et pour cela il fallait remettre des francs contre les mares devenus inutilisables.

L'échange d'une partie de marks en rapport avec les besoins économiques des habitants était indiscutable. Mais il fallait prévoir et éviter les abus. C'est pourquoi les décrets qui ont servi de base aux opérations de l'échange ont rendu les communes responsables en mettant à leur charge les sommes en espèces dont l'État Belge faisait l'avance. Il fallait par exemple empêcher certains habitants, disposés à rentrer en Allemagne, de transformer d'abord leurs marks en francs au détriment de la Belgique, pour franchir ensuite la frontière. Seules les communes pouvaient assurer une surveillance efficace et réelle. Seules elles pouvaient signaler à la Commission des marks et au Gouvernement les mesures qu'il convenait de prendre à l'égard de ceux qui ne restaient ici qu'en vue de réaliser une bonne opération.

Si cette responsabilité n'avait pas existé, la surveillance devenait illusoire, tandis que dans l'état de la législation interne les communes ont un intérêt personnel à veiller à ce qu'aucune fuite clandestine ne se produise et à ce que les partants remboursent les francs qui leur avaient été donnés pour vivre en Belgique et non en Allemagne.

Cette situation ne peut évidemment durer toujours. L'article 37 du Traité de Versailles dit que : pendant deux ans à partir du transfert « définitif de la souveraineté sur les territoires réunis à la Belgique, les ressortissants allemands âgés de plus de 18 ans et établis sur ces territoires, auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande.

» Les personnes ayant exercé le droit d'option prévu ci-dessus, devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile en Allemagne.
» Elles seront libres de conserver leurs biens immobiliers. Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. »

Dès lors, il apparaît que si la responsabilité des communes avait sa raison d'être pendant la période d'option prévue par le Traité de Versailles, elle ne devait pas être maintenue après celle-ci, puisque le 20 septembre 1922 nous avons été fixés définitivement sur la nationalité des habitants d'Eupen-Malmédy, et les sommes reçues par eux à l'échange leur seront définitivement acquises. Ainsi donc, pour les habitants devenus pour toujours Belges à cette date, pourquoi maintenir la responsabilité des communes, du moment qu'on est d'accord sur le principe de traiter sur le pied d'égalité les communes de l'ancienne et de la nouvelle Belgique.

Toutefois, la situation n'est pas la même en ce qui concerne les habitants devenus Belges de plein droit qui ont opté, jusqu'au 20 septembre 1922, pour l'Allemagne et qui, aux termes du Traité de Versailles, peuvent théoriquement résider dans les territoires d'Eupen et Malmédy jusqu'au 20 sep-

tembre 1923 ; pour ceux-là et pour les raisons exposées ci-dessus, la responsabilité des communes doit être maintenue pour ne point frustrer le Trésor de sommes qui lui reviennent en toute équité.

Cette solution garantirait tout à fait les intérêts légitimes du Trésor. Elle traiterait également les anciennes et les nouvelles communes belges et elle aurait ainsi une portée politique qu'on ne peut négliger dans les circonstances présentes.

Par conséquent, le projet de loi devrait être amendé comme suit :

TITRE.	TITEL.
Compléter le titre comme suit : Dans les cantons d'Eupen, de Malmédy <i>et de Saint-Vith.</i>	Den titel aan te vullen als volgt : In de kantons Eupen, Malmédy <i>en Saint-Vith.</i>
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
1) in fine, ajouter : <i>et de Saint-Vith.</i>	1. Aan het slot, toe te voegen : <i>en Saint-Vith.</i>
2) au lieu de :	2. In plaats van :
a) Haut Commissaire Royal, mettre : Haut commissaire du Roi ⁽¹⁾.	a) « Koninklijken Hoog-Commissaris » te lezen : « s Konings Hoogen Commissaris » ⁽¹⁾.
b) remplacer : « agissant pour le compte des communes » par « dans les communes ».	b) De woorden : « handelende voor rekening der gemeenten », te vervangen door : « in de gemeenten ».
c) supprimer la dernière phrase du n° 2° : « la fixation du délai de remboursement de cette avance est laissée à l'appréciation du Gouvernement ».	c) Den slotzin van n° 2° te doen wegvallen : « de vaststelling van » den termijn tot terugbetaling van » dit voorschot wordt aan de be- » oordeeling der Regeering over- » gelaten ».
ART. 2.	ART. 2.
Supprimer l'alinéa 2 : « Le remboursement, etc... »	Lid 2 : « De terugbetaling, enz... te doen wegvallen.
ART. 3.	ART. 3.
1. Remplacer : « Haut Commissaire Royal » par : « Haut-Commissaire du Roi ».	1. De woorden : « Koninklijken Hoog-Commissaris » te vervangen door : « 's Konings Hoogen Commissaris ».
(1) Titre repris à l'arrêté de nomination, voir <i>Moniteur</i>, du 17 octobre 1919.	(1) Titel ontleend aan het besluit tot benoeming. — Zie <i>Staatsblad</i>, 17 October 1919.

2. Modifier le dernier alinéa comme suit :

Les frais de confection et d'impression des titres seront imputés sur le crédit prévu à l'article 28 du budget de la Dette Publique pour l'exercice 1923.

ART. 4.

Modifier l'article comme suit :

« Il est ouvert au Ministère des Finances un crédit de 2,250.000 francs, à rattacher au budget de la Dette Publique pour l'exercice 1923 sous l'article 15^{bis} à libeller comme suit :

Intérêts à 5 p. c. des « *Bons de Caisse décennaux* » délivrés en échange de marcs retirés de la circulation dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith (échéance au 31 décembre 1923) » (1).

ART. 5.

« Haut Commissaire du Roi » au lieu de : « Haut Commissaire Royal ».

ART. 6 (nouveau).

Ajouter un article 6 ainsi conçu :

Les communes des territoires d'Eupen, Malmédy et de Saint-Vith

(1) Le 1^{er} du projet prévoit l'ouverture d'un crédit de 2,250,000 francs à rattacher au budget de la Dette Publique pour chacun des exercices 1921 et 1922.

Ces crédits ayant été alloués précédemment par la Législature, cette disposition est devenue sans objet et il y a lieu de modifier l'article 4 comme ci-dessus.

2. De slotalinea te doen luiden :

De kosten van aannaken en drukken der titels worden aangerekend op het crediet uitgetrokken in artikel 28 van de Begroting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1923.

ART. 4.

Het te wijzigen als volgt :

« Aan het Ministerie van Financien wordt geopend een crediet van 2,250,000 frank om te worden verbonden aan de Begroting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1923 bij artikel 15^{bis}, dat gelezen wordt als volgt :

» Interesten tegen 5 t. h. der *Tienjarige Kasbons* verstrekt in ruiling tegen marken, aan den omloop onttrokken in de kantons Eupen, Malmédy en Saint-Vith (vervaldag van 31 December 1923) » (1).

ART. 5.

In plaats van « den Koninklijken Hoog-Commissaris » te lezen : « 's Konings Hoogen Commissaris ».

ART. 6 (nieuw).

Een artikel 6 toe te voegen, luidende :

De gemeenten der kantons Eupen, Malmédy en Saint-Vith blijven borg,

(1) Bij nr 4^e van het ontwerp wordt geopend een crediet van 2,250,000 frank te verbinden aan de begroting der Openbare Schuld voor elk der dienstjaren 1921 en 1922.

Daar die credieten vroeger werden toegestaan door de Wetgevende Kamers, heeft die bepaling geen reden van bestaan meer en dient artikel 4 te worden gewijzigd ozoals hierboven is vermeld.

seront garantes vis-à-vis de l'État belge des sommes en espèces et des Bons de Caisse décennaux donnés en échange de marcs à leurs habitants respectifs qui ont opté pour l'Allemagne et qui, aux termes du Traité de Versailles, peuvent résider dans les dits territoires jusqu'au 20 septembre 1923.

tegendrer den Belgische Staat, voor de sommen in specie en voor de Tienjarige Kasbons, in ruiling tegen marken verstrekt aan die hunner respectieve inwoners, welke keuze hebben gedaan voor Duitschland en, naar luid van het Verdrag van Versailles, in gezegde kantons mogen verblijven tot 20 September 1923.

Le Rapporteur,

J. DE GÉRADON.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JANUARI 1923.

Wetsontwerp

waarbij worden goedgekeurd of toegelaten onderscheidene financiële maatregelen die zich opdringen door het vervangen der Duitsche munten door Belgische munten in de kantons Eupen en Malmedy ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE GÉRADON.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp en de Memorie van Toelichting geven aanleiding tot geen enkele betwisting van het beginsel, behalve wat betreft de aansprakelijkheid der gemeenten.

Het voorschot van 64,000,000 frank door de Regeering gedaan, werd op de rekening der gemeenten gezet, en de Regeering zal den termijn voor de terugbetaling van dit voorschot bepalen.

In België werd de inwisseling der marken niet ten laste der gemeenten gelegd; dienvolgens schijnt het onlogisch anders te handelen voor Eupen Malmedy, en, vanaf het begin der aanhechting, aan de vrijgekochte gemeenten een drukkenden last op te leggen, welke op geen enkele Belgische gemeente heeft gewogen. Desbetreffende dient men op te merken dat sommige gemeenten van Eupen-Malmedy in een geldelijken toestand verkeerden, die bachelijker is dan bij andere gemeenten van dezelfde aanzienlijkheid in België, omdat, wanneer zij inkomsten hadden, deze tijdens den oorlog verplichtenderwijs moesten omgezet worden in titels van de oorlogslening, welke thans feitelijk zonder waarde zijn.

Een zelfde maatregel diende dus te worden toegepast voor Eupen-Malmedy en voor België, en de Staat zou de verrichtingen der inwisseling moeten te zijnen laste nemen. Bovendien is het waarschijnlijk, dat meest al

(1) Wetsontwerp, n° 151 (1921-1922).

(2) De Commissie bestond uit de heeren Mechelyne, voorzitter, David, de Gérardon, Hallet, Houtart, Soudan, Troelet en Winandy.

de gemeenten, zonder groot gevaar voor hun geldelijken toestand, de terugbetaling der ingewisselde sommen aan den Belgischen Staat niet zouden kunnen dragen, noch zelfs de interesten uitbetalen.

De Memorie van Toelichting betoogt op genoegzame wijze waarom de inwisseling der marken noodig was : ten einde aan de bewoners van 'e aangehechte districten toe te laten te leven en op economische wijze de nieuwe arbeidsmethoden te regelen door zich naar het Westen nieuwe uitvoerwegen te maken, terwijl, vroeger, geheel het verkeer naar het Oosten gericht was. Daar de mark als munteenheid kwam te verdwijnen, moest de frank in de plaats komen, en daartoe moesten er franks gegeven worden ter ruiling van de onbruikbaar geworden marken.

Dat een gedeelte der marken, in evenredigheid met de economische behoeften der inwoners, moest ingewisseld worden, kan niet betwist worden. Doch, het was noodig de misbruiken te voorzien en te vermijden. Daarom werden, door de decreten — die ten grondslag lagen van de ruilverrichtingen — de gemeenten aansprakelijk gesteld voor de geldsommen in specie welke haar door den Belgischen Staat werden voorgeschooten. Zoo moest, bij voorbeeld, belet worden dat sommige inwoners, die geneigd waren naar Duitschland terug te keeren, eerst, ten nadeele van België, hunne marken in franks konden omzetten, om daarna de grens over te trekken. Alleen de gemeenten konden eene afdoende en werkelijke waakzaamheid verzekeren en Zij alleen konden aan de Mark-Commissie en aan de Regeering de maatregelen aanraden, die noodig waren ten opzichte van hen die slechts hier verbleven met het doel om een goed zaakje te verrichten.

Indien deze verantwoordelijkheid niet bestaan had, ware het toezicht onafdoende geweest, terwijl, onder het beheer van de inwendige wetgeving, de gemeenten er een persoonlijk belang bij hadden er voor te waken dat geen bedrog plaats grijpe en dat zij die vertrokken de franks terugbetaalden die hun gegeven waren geweest om te leven in België en niet in Duitschland.

Deze toestand kan natuurlijk niet blijven voortduren. Artikel 37 van het Verdrag van Versailles zegt dat : « Gedurende twee jaar na den definitieven overgang van de soevereiniteit over de gewesten die, krachtens onderhavig Verdrag, aan België toegekend zijn, zullen de Duitsche onderhoorigen die meer dan 18 jaar zijn en in deze gewesten gevestigd zijn, het vermogen bezitten de Duitsche nationaliteit te verkiezen.

» De personen, die het hierboven omschreven recht van voorkeur uitgeoefend hebben, zullen binnen de twaalf maanden daar opvolgend, hunne woonplaats naar Duitschland moeten overbrengen.

» Het zal hun vrij staan hunne onroerende goederen te behouden. Zij zullen hunne roerende goederen, van welken aard ook, kunnen met zich nemen ».

Het blijkt dus dat, zoo de verantwoordelijkheid der gemeenten hare bestaansreden had gedurende het tijdstip van optie voorzien door het Verdrag van Versailles, deze verantwoordelijkheid na dit tijdstip niet moest behouden blijven, vermits wij, op 20 September 1922, bepaalde zekerheid hadden omtrent de nationaliteit der inwoners van Eupen-Malmedy, en de sommen door hen ontvangen bij de uitwis-

seling blijven hun vast bezit. Waarom dus de verantwoordelijkheid der gemeenten behouden voor de inwoners die op dien datum voor goed Belg waren geworden, van het oogenblik af dat men akkoord gaat over het beginsel de gemeenten van het oude en het nieuwe België op een voet van gelijkheid te behandelen.

Nochtans is de toestand niet dezelfde voor de inwoners, van rechtswege Belg geworden, die tot op 20 September 1922, voor Duitschland geopteerd hebben, en die, krachtens het Verdrag van Versailles, theoretisch gesproken, in de gewesten Eupen-Malmedy mogen wonen tot op 20 September 1923; voor dezen, wegens de hooger vermelde redenen, moet de verantwoordelijkheid der gemeenten behouden blijven om de Schatkist niet te berooven van de sommen waarop zij billijkheidshalve recht heeft.

Deze oplossing waarborgt heel en al de billijke belangen van de Schatkist. Zij behandelt op gelijken voet de oude en de nieuwe Belgische gemeenten, en zij zou aldus eene politieke draagkracht hebben die wij in de tegenwoordige omstandigheden niet mogen veronachtzamen.

Dienvolgens zou het wetsontwerp moeten gewijzigd worden als volgt :

TITRE.	TITEL.
Compléter le titre comme suit: Dans les cantons d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith.	Den titel aan te vullen als volgt : In de kantons Eupen, Malmedy en Saint-Vith.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
1) in fine, ajouter : <i>et de Saint-Vith.</i>	1. Aan het slot, toe te voegen : <i>en Saint-Vith.</i>
2) au lieu de :	2. In plaats van :
a) Haut Commissaire Royal, mettre : Haut commissaire du Roi ⁽¹⁾.	a) « Koninklijken Hoog-Commissaris » te lezen : « s Konings Hoogen Commissaris » ⁽¹⁾.
b) remplacer : « agissant pour le compte des communes » par « dans les communes ».	b) De woorden : « handelende voor rekening der gemeenten », te vervangen door : « in de gemeenten ».
c) supprimer la dernière phrase du n° 2° : « la fixation du délai de remboursement de cette avance est laissée à l'appréciation du Gouvernement ».	c) Den slotzin van n° 2° te doen wegvallen : « de vaststelling van » den termijn tot terugbetaling van » dit voorschot wordt aan de be- » oordeeling der Regeering over- » gelaten ».
ART. 2.	ART. 2.
Supprimer l'alinéa 2 : « Le remboursement, etc... »	Lid 2 : « De terugbetaling, enz... te doen wegvallen.
(1) Titre repris à l'arrêté de nomination, voir <i>Moniteur</i>, du 17 octobre 1919.	(1) Titel ontleend aan het besluit tot benoeming. — Zie <i>Staatsblad</i>, 17 October 1919.

ART. 3.

1. Remplacer : « Haut Commissaire Royal » par : « Haut-Commissaire du Roi ».

2. Modifier le dernier alinéa comme suit :

Les frais de confection et d'impression des titres seront imputés sur le crédit prévu à l'article 28 du budget de la Dette Publique pour l'exercice 1923.

ART. 4.

Modifier l'article comme suit :

« Il est ouvert au Ministère des Finances un crédit de 2,250,000 francs, à rattacher au budget de la Dette Publique pour l'exercice 1923 sous l'article 15^{bis} à libeller comme suit :

Intérêts à 5 p. c. des « Bons de Caisse décennaux » délivrés en échange de marcs retirés de la circulation dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith (échéance au 31 décembre 1923) » (1).

ART. 5.

« Haut Commissaire du Roi » au lieu de : « Haut Commissaire Royal ».

ART. 6 (nouveau).

Ajouter un article 6 ainsi conçu :

Les communes des territoires d'Eupen, Malmédy et de Saint-Vith

(1) Le 1^{er} du projet prévoit l'ouverture d'un crédit de 2,250,000 francs à ratta-

ART. 3.

1. De woorden : « Koninklijken Hoog-Commissaris » te vervangen door : « 's Konings Hoogen Commissaris ».

2. De slotalinea te doen luiden :

De kosten van aanmaken en drukken der titels worden aangerekend op het crediet uitgetrokken in artikel 28 van de Begroting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1923.

ART. 4.

Het te wijzigen als volgt :

« Aan het Ministerie van Financien wordt geopend een crediet van 2,250,000 frank om te worden verbonden aan de Begroting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1923 bij artikel 15^{bis}, dat gelezen wordt als volgt :

» Interesten tegen 5 t. h. der Tienjarige Kasbons verstrekt in ruiling tegen marken, aan den omloop onttrokken in de kantons Eupen, Malmédy en Saint-Vith (vervaldag van 31 December 1923) » (1).

ART. 5.

In plaats van « den Koninklijken Hoog-Commissaris » te lezen : « 's Konings Hoogen Commissaris ».

ART. 6 (nieuw).

Een artikel 6 toe te voegen, luidende :

De gemeenten der kantons Eupen, Malmédy en Saint-Vith blijven borg,

(1) Bij nr 1^o van het ontwerp wordt geopend een crediet van 2,250,000 frank te

seront garantes vis-à-vis de l'État belge des sommes en espèces et des Bons de Caisse décennaux donnés en échange de marcs à leurs habitants respectifs qui ont opté pour l'Allemagne et qui, aux termes du Traité de Versailles, peuvent résider dans les dits territoires jusqu'au 20 septembre 1923.

cher au budget de la Dette Publique pour chacun des exercices 1921 et 1922.

Ces crédits ayant été alloués précédemment par la Législature, cette disposition est devenue sans objet et il y a lieu de modifier l'article 4 comme ci-dessus.

De Verslaggever,
J. DE GÉRADON.

tegenover den Belgische Staat, voor de sommen in specie en voor de Tienjarige Kasbons, in ruiling tegen marken verstrekt aan die hunner respectieve inwoners, welke keuze hebben gedaan voor Duitschland en, naar luid van het Verdrag van Versailles, in gezegde kantons mogen verblijven tot 20 September 1923.

verbinden aan de begroting der Openbare Schuld voor elk der dienstjaren 1921 en 1922.

Daar die credieten vroeger werden toegestaan door de Wetgevende Kamers, heeft die bepaling geen reden van bestaan meer en dient artikel 4 te worden gewijzigd ozoals hierboven is vermeld.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

